

## TRANSPORT DES VOYAGEURS

## ET DES MARCHANDISES

Des changements  
dans la profession

Les transporteurs de voyageurs et des marchandises ont jusqu'au 31 décembre 2008 pour procéder au dépôt des documents qui leur servent pour l'exercice de leur activité. En effet, le ministère des Transports vient de décider de mettre un peu d'ordre dans ce corps de métier où règne une anarchie certaine à en croire les responsables du département en question. De nouveaux documents vont être délivrés aux concernés. Ces nouveaux documents vont avoir une nouvelle consistance administrative en ce sens qu'ils auront une durée de vie limitée. Ainsi les nouveaux permis d'exploitation vont être valables pour trois ou cinq années, selon la nature de l'activité exercée. Le secrétaire général du ministère des Transports a soutenu qu'il n'est plus question que les transporteurs continuent d'exercer dans les mêmes conditions. Il s'agit de revoir la qualité de la prestation de service que ce soit pour le transport des voyageurs ou celui des marchandises. Un aspect qui laisse véritablement à désirer et qu'il convient d'assainir, a-t-on expliqué. Les données disponibles font ressortir un total de 68 000 intervenants dans le domaine des transports en Algérie. Or à ce jour, il n'existe pas de fichier exhaustif. Le directeur du transport urbain du ministère de tutelle a mentionné pour sa part, qu'il n'est pas possible de gérer les petits transporteurs, ceux dont le parc roulant se limite à un ou deux véhicules. La finalité, selon lui, est de remettre de l'ordre en exhortant les professionnels de transport à fonder des entreprises qui les regroupent. Si le cas ne se pose pas pour ceux qui jouissent d'un parc roulant conséquent, les transporteurs auxiliaires, (1 ou 2 véhicules) vont être appelés à fusionner. Cette approche va permettre de mieux gérer le potentiel professionnel et circonscrire par la même occasion la concurrence déloyale. En effet, il a été expliqué que le regroupement des professionnels sur une ou plusieurs lignes, notamment pour les transporteurs des voyageurs, va faire tomber l'esprit de compétition auquel se livrent les chauffeurs de bus. Ces derniers qui vont travailler pour la même caisse, n'éprouveront plus les besoins de slalomer et d'engager des manœuvres dangereuses afin de doubler le bus qui est devant pour «rater» les personnes qui se trouvent dans le prochain arrêt de bus.

L'uniformisation du fichier national vise aussi à sécuriser l'ensemble des données et éviter par là-même les risques de falsification des données. La limitation de la durée de validité de ces documents dans le temps permet quant à elle une actualisation régulière des différents fichiers à raison de 3 ans pour le transport public des voyageurs et 5 ans pour le transport des marchandises. D'autres mesures en rapport avec le secteur des transports vont être introduites tout au long de l'année 2008, a-t-on également précisé.

N. M.

## FEMME RURALE

Lumière sur «l'oubliée»,  
du 5 au 8 mars

C'est en présence d'un panel de ministres, d'associations, de représentants de la DGSN et de femmes venues des 48 wilayas, que s'est ouvert, hier à Alger, un séminaire sur la stratégie de formation et d'accompagnement de la femme au foyer et de la femme rurale.

Une initiative du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, sous le haut patronage du président de la République, qui s'étalera du 5 au 8 mars. Les travaux du séminaire débutent aujourd'hui au centre de formation professionnelle de Birkhadem et une exposition sera inaugurée vendredi à 14h à Bab-El-Oued. Près de 150 participantes de 48 wilayas y exposeront leurs produits. Selon El Hadi Khaldi, «c'est un moyen d'évaluation de la formation de la femme au foyer». En outre, le séminaire permettra l'expression libre des participantes quant à l'établissement d'une stratégie en ce sens». L'identification des besoins en formation et en vulgarisation au profit des femmes rurales est le premier pas à franchir. Une formation spécifique et selon les besoins en qualifications nécessaires aux projets inscrits dans chaque région. Des projets soutenus par les divers programmes économiques, dont celui du développement rural. D'après le ministre de la Formation professionnelle, entre 2004 et 2007, près 580 809 femmes auront bénéficié d'une formation dans divers domaines et cela dans le cadre du programme tracé par le gouvernement. Elargi, ce programme verra «l'intégration progressive de la femme au foyer», optimise Khaldi. De son côté, Nouara Djaâfar mettra en exergue le rôle et la participation de la femme dans la vie économique, notamment à travers «la création de micro-entreprises». Ces projets sont encouragés par le gouvernement par «l'attribution de micro-crédits et prêts, dont 75% de femmes en seraient bénéficiaires», souligne Djamel Ould Abbas. Cependant, Ould Abbas estime que «la femme rurale jouit de plus de libertés que la citadine». Une remarque qui plaira certainement aux six millions de femmes rurales. Invité d'honneur, le chef du gouvernement rappellera les progrès réalisés par la femme dans les différents secteurs. «Il est nécessaire d'instaurer un dialogue et de permettre à la femme d'exprimer ses besoins réels», dira Belkhadem. Enfin, le véritable vœu de la femme algérienne est d'être placée en centre d'intérêt tout au long de l'année et non pas l'espace d'une campagne politique, d'un séminaire ou d'un 8 mars...

W. Z.

## EN VISITE HIER À ALGER

Boudjemaâ Haïchour promet  
un traitement moderne du courrier

**Le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication a effectué, hier, une visite de travail dans des structures du secteur dans la wilaya d'Alger. Il a, notamment, inauguré le nouveau centre de tri à Birtouta qui ambitionne de répondre aux normes internationales et d'assurer plus de rapidité et de sécurité dans le traitement du courrier.**

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Boudjemaâ Haïchour a, ainsi, inauguré le centre de tri du courrier, centre de calcul, show-room, philatélie et magasins à Birtouta. Cette structure d'envergure qui, selon le ministre «répond aux normes internationales, permettra certainement la modernisation et la facilitation de l'opération de tri du courrier qui a durant ces dernières années utilisé les méthodes traditionnelles particulièrement

contraignantes.» Avec donc comme but principal une meilleure gestion du courrier et l'amélioration de la qualité de service, ce centre permettra aussi un traitement rapide des tâches et assurera plus de sécurité sur la traçabilité des transactions et une réduction des délais. Il s'agit selon les responsables du centre, d'arriver par ailleurs à traiter 2 millions de colis d'ici cinq années. «Nous nous acheminons vers une

meilleure maîtrise du secteur de la poste en dépit des lacunes enregistrées. Ceci d'autant que les citoyens exigent de plus en plus l'amélioration des services et l'installation de structures de proximité», a déclaré le ministre précisant que cinq millions de cartes magnétiques ont déjà été distribuées. Ceci alors que la réalisation du nouveau centre de tri a nécessité un investissement de plus de 180 millions de dinars.

Le ministre précisera aussi que les réclamations seront traitées en priorité en cas de perte de courrier.

A cet effet, une traçabilité est possible explique pour sa part la première responsable d'Algérie Poste et ceci notamment pour ce qui est du courrier recommandé. Cette disposition permet de fournir des explications en cas de perte

du courrier ou d'un colis sous peine de pénalité. Un scanner permet aussi de contrôler les colis. Boudjemaâ Haïchour a aussi inscrit dans son programme la visite des chantiers des futurs sièges d'Algérie Poste et de Mobilis au quartier d'affaires de Bab-Ezzouar. Pour la première structure, les travaux devraient s'achever à la fin du deuxième trimestre de cette année alors que le siège de Mobilis qui sera livré au mois de mars 2009 sera réalisé pour un montant global de 4,413 milliards de dinars. Le ministre notera, en outre, que les opérateurs de téléphonie mobile totalisent un nombre de 18 millions d'abonnés, et Mobilis se classe en deuxième position avec 9,6 millions d'abonnés.

F. Z. B.

À MOINS D'UN MOIS DU 11<sup>e</sup> CONGRÈS DE L'UGTA

## Sidi Saïd confirme ses ambitions au poste de SG

**Abdelmadjid Sidi Saïd se dirige tout droit pour être réélu à la tête de la direction nationale de l'UGTA. Du moins, c'est ce qui ressort de ces dernières sorties médiatiques, dont la dernière en date a eu lieu, hier, à l'hôtel El-Aurassi. En effet, à une vingtaine de jours de la tenue des assises du 11<sup>e</sup> congrès national de la Centrale syndicale, rien n'indique que le secrétaire général sortant puisse renoncer à sa propre succession ou risque de faire face à une résistance dans la course à la «présidence» de l'UGTA.**

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Hier, à l'occasion de la tenue de la 6<sup>e</sup> conférence nationale du syndicat de l'entreprise Naftal, le secrétaire général de l'UGTA a lâché des phrases qui dénotent que le principal enjeu du prochain congrès de la Centrale syndicale, prévu les 29, 30 et 31 mars prochain est désormais tranché. Il s'agit de l'enjeu du poste de secrétaire général, qui reviendra à moins d'une surprise de dernière minute, à Sidi Saïd.

D'ailleurs, ce dernier et en guise d'introduction de son discours devant les délégués de la 6<sup>e</sup> conférence nationale de Naftal, il dira que «vous avez déjà pronostiqué positivement quant à l'issue des travaux du 11<sup>e</sup> congrès de l'UGTA». C'est dans cette optique

qu'il a plaidé «pour un congrès national, responsable, d'une rencontre de la famille syndicale pour réfléchir dans l'intérêt des travailleurs et de la République». «Nous sommes de ceux qui veulent construire grâce au dialogue et au pardon.

Ceux qui cherchent à détruire doivent savoir que la destruction se retournera contre eux. Jamais la violence n'a réglé les problèmes», indique Sidi Saïd, qui a évité toutefois de définir la nature ou la forme de cette violence.

Par violence, le secrétaire général de l'UGTA laisse-t-il entendre par là, l'exercice du droit de grève consacré par les textes de la République ? Ce qui est certain, Abdelmadjid Sidi Saïd a évité de citer ses adversaires ou pointer

du doigt, comme il le fait depuis quelque temps, les organisations syndicales autonomes. «Au sein de l'UGTA, un grand portail est ouvert, mais celui qui nous gêne, nous l'inviterons à sortir et à nous quitter. On ne vient pas au congrès pour chercher la place. La responsabilité syndicale est comme ce burnous qu'on met sur les épaules de ce jeune qui s'apprette à convoquer en justes noces. C'est une lourde responsabilité, qu'on doit assumer», a souligné Sidi Saïd.

Cela étant, l'autre fait majeur de ces assises est incontestablement le discours prononcé par le secrétaire général sortant du syndicat national Naftal.

En effet, M. Sid-Ali Beldjerdi qui a été plébiscité par les confédérés pour un autre mandat syndical, a déclaré que «nous sommes conscients aujourd'hui plus que jamais que Naftal est appelée à opérer activement dans un contexte concurrentiel à la seule condition que les règles de la concurrence et de la compétitivité devant régir le marché soient transparentes en matière d'utilisation des moyens de chaque opérateur et la mise en place d'une pro-

cédure qui exige de tous les opérateurs d'assurer la couverture des besoins du marché national à travers l'ensemble du territoire national, mission dévolue injustement aujourd'hui à Naftal, sous prétexte de l'assujettissement à la mission de service public». «Il est tout à fait vrai que notre entreprise n'a pas été à l'abri de plusieurs tentatives de déstabilisation, tantôt par des changements subis à la tête de l'entreprise, tantôt par des agressions injustifiées de l'environnement externe à l'entreprise telle que la concurrence déloyale, la convoitise, les assujettissements excessifs à la mission de service public etc.», a ajouté M. Beldjerdi.

Enfin, le secrétaire général de Naftal plébiscité a conclu en déclarant : «Je me réjouis d'affirmer aujourd'hui en mon nom personnel et au nom de tous mes frères syndicalistes que la mobilisation et la cohésion des rangs au sein de Naftal ont constitué une valeur sûre et indéfectible, connue et reconnue de tous qui a mis à nu les tentatives vaines de déstabilisation de la société.»

A. B.

## NOUARA DJAÂFAR À L'ÉMISSION TAHAOULET :

## «Les lois ne protègent pas contre les violences familiales»

**Et si les fêtes pouvaient être reversées ? Et si le 8 mars était une journée dédiée aux hommes, quelles seraient leurs revendications ? Quels changements demanderaient-ils pour vivre heureux ? Ils voudraient certainement avoir la même place que les femmes dans la société et même plus. Ils exigeraient l'annulation des amendements apportés, il y a deux ans, au code de la famille et surtout ne pas trop véhiculer et vulgariser l'idée que la femme est privée de ses droits en Algérie.**

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Ils approuveront, toutefois, de garder dans l'agenda des fêtes internationales, la demi-journée consacrée chaque année aux femmes travailleuses et par la même occasion le rituel des roses offertes aux femmes. Tout cela pour dire que si la femme en Algérie pleure encore son destin incertain dans cette société, c'est parce que cette dernière ne veut pas accepter cette égalité des sexes garantie pourtant par la Constitution. C'est ce qui ressort, du moins du passage de la ministre déléguée chargée de la Famille et de la Condition féminine Mme Nouara Saâdia Djaâfar, hier à l'émission

Tahaoulet de la radio Chaîne I. Une année après l'installation du Conseil national de la famille et de la femme, la ministre n'était pas en mesure de donner un bilan concret des activités de cette structure pourtant venue combler un manque en matière d'organisation des différentes actions adoptées à l'égard des femmes, notamment l'élaboration du plan opérationnel de la stratégie nationale de lutte contre les violences à l'égard des femmes. Même si la ministre rassure que ce plan sera prochainement connu du grand public, elle a néanmoins mis l'accent sur les difficultés qui parsèment le chemin de la femme algérienne. La première résistance vient patiemment de la société. Car au-delà des lois, le premier ennemi de la femme est son environnement familial et social.

«Un travail de longue haleine nous attend en matière de sensibilisation et de vulgarisation des droits de la femme et de l'enfant», dit-elle, en interpellant la société civile sur son rôle et son devoir de participer à cette révolution des mentalités héritées d'un autre âge et qui marginalisent la femme dans son environnement proche. Néanmoins, l'invitée de la radio n'exclut pas le rôle de la justice en ce qui est du durcissement de la réglementation concernant notamment la violence dans le milieu familial qui n'est sanctionnée par aucun article du code pénal. «Il faut des articles de loi précis qui condamnent toutes les formes de violences

familiales, car celles-ci sont noyées dans un ensemble de lois, ce qui fait que les sanctions pénales ne sont pas fermes», clarifie-t-elle. Evoquant, par ailleurs, le plan national de protection de l'enfance, présenté récemment en Conseil des ministres, M<sup>me</sup> Nouara Djaâfar a tenu à dénoncer, une fois de plus, les enlèvements des enfants, un phénomène qui est, selon elle, méconnu de la société algérienne mais qui prend de l'ampleur. La ministre espère que le nouveau plan de protection de l'enfance permettra la mise en place des mécanismes nécessaires pour renforcer cette protection. En attendant, elle fait appel à la vigilance des familles et de la communauté de l'éducation. L'animatrice de l'émission n'a pas manqué de soulever un point focal qui fait défaut aux pouvoirs publics, à savoir l'absence des espaces protégés pour les enfants dont les mamans travaillent. Les enfants scolarisés sont, en effet, livrés à eux-mêmes durant la pause-déjeuner, sans aucune protection. A cet effet, la ministre a signalé que le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, en collaboration avec le ministère de l'Éducation, a lancé la création de 400 structures de proximité (des crèches et des structures d'accueil pour les enfants). Ces espaces demandent une forte participation du mouvement associatif implémenté dans les quartiers, pour une meilleure gestion.

R. M.